

## Résumé

Les entreprises canadiennes sont constamment à la recherche de nouveaux marchés partout dans le monde, et le Canada a une possibilité inexploitée de faciliter cet objectif. Des études révèlent qu'avec des investissements modestes, on pourrait augmenter certains marchés de plusieurs centaines de points de pourcentage. Il est difficile d'imaginer des investissements locaux qui pourraient produire un tel rendement. Pourtant, il est manifeste que le soutien des économies non développées, celles qui doivent composer avec une pauvreté extrême, une vitalité défaillante et des infrastructures peu développées, peut offrir d'immenses possibilités au Canada.

L'aide publique au développement (APD) est un des meilleurs moyens de favoriser l'exploitation de ces débouchés et d'assurer un accès privilégié à ces marchés. Bien qu'il y ait de nombreux arguments d'ordre moral et humanitaire en faveur de l'APD, le comité s'intéresse avant tout à la compétitivité du Canada. Aussi ai-je l'intention de démontrer que même de modestes investissements à l'étranger peuvent avoir d'importantes répercussions au pays.

Étant donné le niveau de vie très élevé dont nous jouissons au Canada, offrir le prix le plus bas pour nos produits ne suffira probablement pas – nous ne produisons pas de biens dans des ateliers clandestins ou des usines dangereuses et polluantes. Les administrations où la surveillance est moins rigoureuse et qui adoptent des pratiques plus nuisibles et destructrices seront presque toujours incapables de nous couper l'herbe sous le pied.

On peut obtenir des produits de qualité partout, si la motivation existe. Le Canada n'aura jamais le monopole de la production de l'excellence, parce que si nous le pouvons, nos concurrents le peuvent aussi.

Mais il y a une façon de fidéliser les consommateurs, et c'est d'être un ami et un mentor dans un marché, surtout s'il est en plein essor. Toutes les statistiques indiquent que, dans l'avenir, les économies émergentes connaîtront la croissance la plus forte et que nous pourrons travailler à leurs côtés, les aider, entretenir des relations économiques et favoriser la sécurité future.

Lorsqu'on est reconnu comme le pays qui a aidé un pays en développement à s'affranchir du joug de la pauvreté – un mal évitable –, on ne saurait sous-estimer l'ampleur des relations positives à long terme qui peuvent en découler. Il existe de nombreux exemples en la matière, mais le plan Marshall est probablement le plus convaincant de la façon dont l'aide économique, alors que les besoins sont criants, peut transformer les pays et tisser des liens économiques bénéfiques qui s'étendent sur plusieurs générations.

## Pauvreté et gains économiques

Si l'on en croit les récents investissements du Canada dans l'APD, investir dans le monde en développement ne va pas sans réticence, et beaucoup perçoivent ces régions comme un gouffre sans fond où le rendement du capital est rarement tangible. Mais la perception n'est pas vérité, et la recherche révèle que des

investissements judicieux suivant des protocoles bien définis peuvent avoir de puissants effets sur les économies étrangères, et éventuellement sur la nôtre.

Le vieil adage selon lequel il vaut mieux prévenir que guérir est particulièrement vrai dans le domaine du développement international. Les marchés émergents peuvent être fragiles et les catastrophes naturelles peuvent avoir des répercussions désastreuses sur les économies.

Le Canada a alloué plus de 100 millions de dollars à la lutte contre la récente épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. À l'échelle internationale, le coût total était d'environ 10 milliards de dollars, ce qui est beaucoup plus que le montant qui aurait pu prévenir l'épidémie en premier lieu. Selon la Banque mondiale, le PIB de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone a diminué de près de 2,2 milliards de dollars en 2015 seulement. Ce sont des marchés que nous pourrions aider à développer plutôt que de les secourir après une catastrophe.

La recherche à long terme montre clairement que lorsque nous aidons les pays en développement à éduquer leurs enfants, à nourrir leurs familles et à soigner leurs malades, nous contribuons à prévenir la prochaine pandémie, à créer des marchés durables et à désamorcer le prochain conflit armé avant qu'il ne commence.

## **Exemples**

### ***Santé***

Compte tenu des réussites antérieures du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, on estime qu'au cours de la période 2017-2020, un fonds entièrement reconstitué procurerait des gains économiques pouvant atteindre 290 milliards de dollars américains grâce à une hausse de productivité d'une société en meilleure santé. En mettant les choses en perspective, pour chaque tranche de 100 millions de dollars américains que le Canada s'engagerait à verser au Fonds mondial, nous sauverions jusqu'à 60 000 vies, nous éviterions jusqu'à 2,3 millions de nouvelles infections et nous réaliserions 2,2 milliards de dollars américains en gains économiques à long terme.

Cette augmentation de 2,2 milliards signifie plus de possibilités d'investissement pour les entreprises canadiennes et plus d'acheteurs pour les biens et services canadiens, simplement en contribuant à un seul fonds.

### ***Nutrition***

En outre, selon le Consensus de Copenhague de 2012, les interventions expressément axées sur la nutrition produisent certains des meilleurs rendements du capital investi de toutes les interventions en matière de développement. Elles offrent un rapport bénéfices-coûts de 16 pour 1 – pour chaque dollar que nous investissons, nous enregistrons un gain de 16 \$ – en outre, elles pourraient réduire d'un tiers les retards de

croissance et la mortalité infantile d'un quart, partout dans le monde. De fait, les enfants ayant accès à une alimentation adéquate réussissent mieux à l'école. Une fois devenus adultes, ils gagnent 20 % de plus sur le marché du travail et ils ont 10 % plus de chances de posséder leur entreprise.

Les enfants en santé ont un système immunitaire plus fort et sont moins susceptibles d'être touchés par la maladie. Par exemple, le vaccin antipolio oral est quatre fois moins efficace chez les enfants souffrant de malnutrition que chez ceux qui sont bien nourris.

La malnutrition peut causer un retard de croissance (petite taille pour l'âge), perturber le fonctionnement cognitif, affaiblir le système immunitaire et diminuer considérablement la capacité future de gagner de l'argent – perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté et le piètre rendement économique des populations mal nourries.

### **Éducation**

Dans un rapport publié en 2015 sous le titre *Universal Basic Skills: What Countries Stand to Gain*, l'OCDE affirme : « [...] le manque à gagner économique dû aux mauvaises politiques et pratiques éducatives laisse de nombreux pays dans ce qui constitue un état permanent de récession économique [...] » et donne cet exemple : « Parmi les pays comparés, le Ghana enregistre le plus bas taux de scolarisation dans le secondaire (46 %), mais également les plus mauvais résultats scolaires des élèves de 15 ans [...] Il semble difficile que le Ghana atteigne l'objectif des compétences universelles de base dans un avenir proche, mais s'il y parvenait, il pourrait multiplier, sur toute la durée de vie de ses enfants nés aujourd'hui, en valeur actualisée, son PIB courant par 38. Cela équivaut à tripler son futur PIB actualisé tous les quatre ans au cours de la vie active des élèves dotés de compétences renforcées. »

Une augmentation de 38 fois le PIB uniquement en offrant aux citoyens une éducation de base des plus modestes. Dans ce rapport, l'OCDE prévoit une hausse vertigineuse de 627 % du PIB dans l'ensemble des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'ils dotaient tous leurs élèves des compétences fondamentales.

Quels énormes marchés s'ouvriraient pour le Canada avec l'expansion de l'économie mondiale si nous décidions d'être à l'avant-garde des changements positifs?

À l'échelle mondiale, plus de 260 millions d'enfants et de jeunes ne peuvent pas aller à l'école. Si la tendance se maintient, la Commission internationale sur le financement des possibilités d'éducation dans le monde estime que, d'ici 2030, moins d'un enfant sur trois dans les pays à faible revenu maîtrisera les compétences de base de niveau primaire.

Les résultats de l'APD dans ces catégories primaires ont été examinés dans nombre d'études et de rapports. Les conclusions qu'on en tire sont sans équivoque : les petits investissements appropriés donnent des rendements massivement disproportionnés en capital humain et économique. Les dépenses continues au titre

de l'APD ont joué un rôle déterminant dans la croissance et le rendement des économies autrefois gravement sous-développées comme le Brésil et la Chine; cette dernière qui était au deuxième rang des bénéficiaires de l'APD dans le monde est devenue le deuxième marché en importance pour les biens et services canadiens.

En 1981, 44 % de la population mondiale vivait dans une extrême pauvreté, tandis qu'en 2015, le pourcentage avait diminué du quart, pour se situer à moins de 10 %, et ce, malgré une croissance démographique considérable. Cela correspond à une forte expansion du PIB de l'Asie (5,7 %/décennie) et de l'Afrique (3,8 %/décennie) depuis 1961.

### **Le Canada accuse encore un retard important par rapport aux autres pays développés**

Malheureusement, le Canada ne peut guère s'attribuer le mérite de ce progrès. Depuis près de 30 ans, la contribution du Canada à l'APD a diminué, parfois considérablement. Depuis 1990, la part du Canada en matière d'aide au développement a chuté de près de la moitié, passant de 0,49 % du PIB à un maigre 0,26 %, malgré les accords internationaux prévoyant de consacrer 0,7 % du PIB à l'APD. Seul un autre pays du G8 dépense moins que le Canada en pourcentage du PIB, et le Canada arrive bon dernier pour ce qui est des dépenses totales. Et ce, en dépit du fait que le Canada se classe cinquième parmi les pays du G20 en ce qui concerne le PIB par habitant, l'écart entre son rendement et celui des économies les plus prospères du monde étant négligeable.

De toute évidence, ce n'est pas parce que nous n'avons pas les moyens d'augmenter notre part.

Le gouvernement Trudeau a promis d'appuyer la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies conformément à son engagement d'accroître la prospérité de tous les citoyens du monde. Si c'est le cas, nous avons encore beaucoup de chemin à faire avant de pouvoir tenir cette promesse. Si le gouvernement actuel n'apporte pas de changements structurels notables, son engagement envers l'APD sera le plus faible de tous les gouvernements canadiens des 50 dernières années, son apport étant de 40 % inférieur à la contribution moyenne de tous les pays développés.

Pour un pays qui dépend autant du commerce, nous faisons preuve d'une ignorance étonnante du coût pour notre économie lorsque nous restons les bras croisés alors qu'une grande partie du monde est loin de réaliser son plein potentiel. Les caractéristiques qui ont pour effet d'éliminer ces marchés potentiels sont généralement bien connues et susceptibles d'être améliorées grâce au financement de l'APD; le fait que ces économies fonctionnent encore à un niveau aussi bas n'est pas dû à l'insuccès de l'APD, mais à la parcimonie de pays riches comme le Canada. Notre aveuglement à l'égard de nos propres intérêts fait en sorte que de nombreuses interventions sont, au mieux, des demi-mesures et que les retombées économiques favorables sont soit grandement retardées ou ne se manifestent jamais.

Bien qu'il soit facile de se demander : « qu'est-ce que cela représente en dépenses d'APD? », la question qu'il faudrait poser est plutôt : « qu'en coûte-t-il si

nous ne faisons rien? » Il a été démontré à maintes reprises que le coût de l'inaction est beaucoup plus élevé.

## **Conclusion**

Une recherche sommaire montre d'emblée qu'il n'existe aucun argument économique vérifiable en faveur du report des interventions appropriées en matière d'APD; que le fait que nous puissions faillir aussi lamentablement à la tâche donne à penser que ce n'est pas le manque de données probantes, mais l'absence de volonté politique qui nous empêche de prendre part comme il le faudrait à ces marchés potentiels.

La situation actuelle me rappelle notre approche de l'itinérance; nous savons, grâce à de nombreuses recherches, qu'il est beaucoup moins coûteux de loger les sans-abri que de les traiter comme des gens de la rue, avec toutes les maladies et les problèmes de criminalité et de santé mentale qui en découlent. Mais par crainte d'être trop compatissants, de donner à des non méritants, d'être trop empathiques envers les « bons à rien », nous allons systématiquement à l'encontre de nos intérêts économiques en adoptant une approche extrêmement mesquine qui nie au plus grand nombre le droit fondamental au logement, tout en augmentant considérablement nos coûts.

Je crois qu'il est de plus en plus important de mettre l'accent sur les pays en développement face à la tendance nationaliste qui se dessine dans de nombreux pays développés. On assiste à la dissolution d'alliances de longue date et des marchés autrefois lucratifs nous sont refusés. Nous ne pouvons plus compter sur les anciennes alliances et amitiés de l'après-guerre pour avoir accès à ces marchés; le démantèlement de l'ALENA et le protectionnisme commercial aux États-Unis en sont un parfait exemple. Les États-Unis ne nous doivent rien et ils refuseront de faire commerce avec nous lorsque cela leur semblera politiquement opportun.

Mais aider un pays à atteindre l'autosuffisance suscite des liens profonds, la gratitude, le respect mutuel et la volonté de travailler ensemble pour le bien commun. En fin de compte, vous affrontez la concurrence sur la scène mondiale en agissant comme un citoyen du monde qui est estimé, dont on peut dire qu'il est digne de confiance, respectueux, raisonnable et serviable.

Cette analyse peut sembler plutôt optimiste, mais il importe de se rappeler que nos échanges commerciaux se font avec des êtres humains et que le commerce dépend de relations harmonieuses – la guerre commerciale qui se livre en ce moment avec nos voisins du Sud montre à quel point il est important d'entretenir de bonnes relations et ce qui se produit quand ces relations commencent à se détériorer.

Les États-Unis n'ont pas besoin de nous, mais d'autres pays ont besoin d'eux. Outre l'argument moral indéniable selon lequel il faut aider nos semblables dans leur propre intérêt, il saute aux yeux qu'en travaillant avec ces pays, en les aidant à développer leur économie, nous nous aidons aussi. Pas au sens

d'exploitation coloniale, mais simplement en tenant compte du fait que, mieux ils vont, mieux nous allons, et que tout le monde en profite.

Depuis très longtemps, le Canada assoit sa réputation, une réputation qui ne repose pas sur des faits économiques. Nous avons largement ignoré les économies en développement et nous avons surtout compté sur le pays qui a le moins besoin de nous. Les élections américaines de 2016 nous ont montré l'absurdité de cette approche.